

Unité prolétarienne... pour le triomphe de la Révolution!

La dernière crise du gouvernement de la Généralité de Catalogne a fait couler tant d'encre à l'étranger qu'il est encore nécessaire, un mois après la solution temporaire qu'on lui a donnée, de remettre les choses au point. On sait qu'existant à l'état latent depuis la fin de Novembre, elle ne fut rendue publique que le 12 Décembre par la démission du premier conseiller, Terradellas, à la suite d'un incident qui n'eut que peu de rapports avec les divergences nées au sein du gouvernement.

L'explication politique de la crise s'est basée sur l'interprétation tendancieuse qu'en ont donnée les éléments communistes de Catalogne. La presse communiste du monde entier—presse aux ordres de l'Internationale Communiste—a prétendu que cette crise était imposée par l'épuration devenue nécessaire des rangs antifascistes, épuration qui devait aboutir à l'élimination du P. O. U. M. du Conseil de la Généralité. La presse communiste s'est efforcée de couvrir le P. O. U. M. du manteau de l'opprobre, l'accusant de sabotage, d'action contre révolutionnaire, de Trotskysme. Ce parti, par sa protestation contre l'ingérence des agents consulaires soviétiques dans la politique espagnole, se serait déclaré ennemi juré de la Russie Soviétique et se serait, par cet acte, dévoilé comme «agent secret» du fascisme espagnol, donc comme ami de l'Allemagne hitlérienne et par conséquent... comme agent de la Gestapo. C'est ainsi que renaquit en Espagne le complot trotskyste.

La presque totalité de la presse ouvrière, sans accepter dans son entier cette interprétation, n'a pas su s'en détacher. C'est qu'il est beaucoup plus facile de se laisser entraîner par le courant que d'essayer de le remonter. Les dirigeants socialistes connaissent bien les procédés de la bureaucratie aux ordres de Staline puisqu'ils ont perdu beaucoup de plumes à cause d'elle, mais ils se refusent à en dévoiler les secrets. Pour le faire, il faut se placer sur le terrain révolutionnaire.

Le premier acte de la crise fut la note du consul russe de Barcelone, publiée par la presse espagnole le 28 Novembre. Après avoir rappelé qu'une des manœuvres de la presse fasciste internationale était de prétendre que les représentants de la Russie dirigeaient, en fait, la politique intérieure et extérieure de la «République Espagnole», le consul, Antonov Ovseenko, dénonçait les menaces de division du front antifasciste. Citons la fin de ce maladroit document:

«Et voici que parmi les organes de la presse catalane, il s'est trouvée une feuille qui a entrepris la tâche d'appuyer cette campagne fasciste. Dans son numéro du 27 novembre, «La Batalla» tente de fournir une matière aux insinuations fascistes indiquées. Le Consulat Général de l'U. R. S. S. à Barcelone repousse avec mépris les lamentables inventions de cette feuille.»

Peu nous chaut que la presse fasciste tente d'utiliser—sans y comprendre goutte—les divergences qui existent au sein du front antifasciste espagnol. La politique révolutionnaire doit se poursuivre dans la clarté et les «vieux bolcheviks», comme le fut Antonov Ovseenko, ont fait l'expérience lors de la révolution russe, de la calomnie journalistique orchestrée par le capitalisme. Ils ont seulement oublié l'époque de la Russie révolutionnaire.

La crise de la Généralité de Catalogne n'en reste pas moins, comme elle fut appelée, la crise des «ingérences étrangères». Ce sont les actes politiques d'influence de l'ambassadeur de Madrid et du consul de Barcelone sur la politique intérieure de l'Espagne antifasciste, qui ont provoqué à juste raison la protestation du P. O. U. M., lequel, soit dit en passant, n'est pas un parti Trotskyste. Ce n'est pas seulement parce que ce Parti était rejeté des organismes gouvernementaux qu'il a protesté. Des textes qui nous sont parvenus de Moscou, il ressort nettement que le communisme en Espagne désire éliminer également les anarcho-sindicalistes et l'incident «Yagué» en est une preuve déplorable, car il prouve que la liberté de la presse ouvrière peut également ne pas s'exercer en période révolutionnaire.

Les fascistes espagnols, italiens ou allemands, bien dépour-

vus de malice, ont cru découvrir que la Russie voulait imposer l'instauration du communisme en Espagne. Ils ont redressé le spectre branlant du danger soviétique et l'ont fait admirer à leurs masses fanatisées. Pour eux, la Révolution serait imposée en Espagne par la Russie contre la volonté des masses récalcitrantes. Que ce nous soit une raison de plus de parler clairement.

Il existe au sein du mouvement antifasciste espagnol des divergences sérieuses. Il y a d'un côté des conservateurs, qui sont les nombreuses nuances républicaines, aux origines bourgeoises et petites bourgeoises, auxquelles se lient les socialistes et les communistes. Il y a de l'autre côté les révolutionnaires, qui sont les éléments les plus avancés et les plus conscients de la classe ouvrière, intégrés pour une grande part dans la C.N.T., pour une faible part dans l'U. G. T., en tant que centrales syndicales, et dans le P. O. U. M. en tant que parti politique. Les agents consulaires soviétiques, il n'est pas besoin de le dire, se rangent dans le camp des conservateurs. Pour ceux-ci l'heure de la Révolution n'a pas sonné; il est nécessaire de se battre pour assurer une nouvelle virginité à la République démocratique bourgeoise espagnole.

A vrai dire, il est regrettable pour eux que cette République soit bien connue des travailleurs, qui ont pu en apprécier la rigueur répressive à leur égard et la tendresse indulgente à l'égard du capitalisme et du militarisme. Ces conservateurs, bien près d'être rejetés par un mouvement qui les dépasse en valeur spirituelle, veulent encore tenter de réchauffer l'amante refroidie à jamais. Pour cacher leur «conservatisme» car leur attitude n'a pas d'autre nom, ils veulent que tout soit subordonné à la conduite de la guerre et condamnent l'oeuvre constructive du prolétariat marchant vers le socialisme. Leur aveuglement, leur fait croire que les capitalistes du Levant ou de la Catalogne pourraient mener la guerre contre leurs frères capitalistes de l'Andalousie ou de l'Extremadure.

Les ouvriers, les travailleurs des champs savent, eux, pourquoi il faut gagner la guerre contre Franco. La révolution que provoque la «Militarade» du 19 Juillet leur a donné, aux uns la possession des usines, aux autres la terre. S'ils se battent, c'est pour assurer leur prise en charge des moyens de production, mais c'est aussi pour chasser tous les restes d'un régime abolie qu'il faut finir d'abattre. Car la Révolution n'est pas finie. Elle commence par la possession du pouvoir économique, elle doit se terminer par la prise du pouvoir politique.

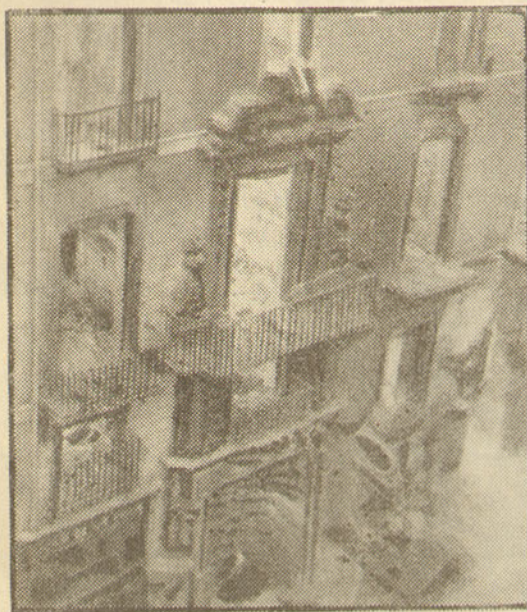
La crise du Gouvernement de la Généralité de Catalogne, les incidents de Madrid entre communistes et anarchistes, ne sont qu'un des épisodes de la Révolution. Même les menaces d'action physique contre les militants révolutionnaires ne dévient pas la Révolution de son cours.

Fraternellement unis, les ouvriers révolutionnaires du P. O. U. M., ceux de la C. N. T. et de la F. A. I., les paysans qui ont chassé les grands propriétaires foncier, gagneront la guerre contre le fascisme en même temps qu'ils poursuivront leur lutte pour la révolution prolétarienne pour l'écrasement total du fascisme et du capitalisme. Au pouvoir de la bourgeoisie, ils substitueront le pouvoir prolétarien sur des bases démocratiques.

**“Gouvernement
Ouvrier et Paysan
Démocratie ouvrière”**

MADRID

Madrid est entrée dans la neuvième semaine de sa défense héroïque. Avant la réalisation de la menace directe, la défense de la ville avait été confiée principalement aux milices composées de paysans réfugiés des provinces occidentales et méridionales de l'Espagne. C'est qu'une fois la révolte des officiers étouffée dans les casernes de Carabanchel et de la Montana—cette action spontanée et vigoureuse est la plus belle page de l'histoire du prolétariat madrilène moins riche en tradition révolutionnaires que les autres centres de l'Espagne, ayant d'ailleurs un prolétariat moins important en nombre et moins concentré—la classe ouvrière madrilène s'est contentée d'observer, en témoin attentif et nerveux, les événements militaires



et politiques. Mais une fois que l'ennemi a frappé aux portes de la ville, les ouvriers madrilènes se sont levés eux aussi, pour assurer la défense de leur famille, de leur liberté, de leur vie. Les uns ont courus aux bataillons de fortification les autres ont érigé des barricades, la majorité est allée dans les tranchées maniant le fusil souvent pour la première fois de leur vie. Les femmes, loin de retenir cet élan, ont organisé des cortèges au cri de: Tous les hommes au front. Personne n'a osé manquer à l'appel des syndicats qui décrétèrent la mobilisation générale. L'entrée malheureusement retardée, de la C. N. T. au gouvernement, a renforcé encore cette union prolétarienne.

Aux bataillons catalans «Joaquin Maurin», asturiens «Dinamiteros», des ressortissants d'autres provinces, se joignirent les colonnes internationales, de plus en plus nombreuses, composées d'éléments extrêmement courageux et qui donnaient l'exemple aux camarades espagnols par leur discipline et leur persévérance. Il n'est pas exagéré de dire que sans le concours des «internationaux» l'ennemi se trouverait aujourd'hui dans les rues de la cité. Mais immédiatement après se range dans «l'opinion publique» du front et de la ville, les deux bataillons Lénine du P. O. U. M. qui ont arraché à l'ennemi bien des positions, lui ont causé des pertes d'hommes et de matériel considérables. Par le seul moyen des grenades à main, les miliciens du P. O. U. M. ont conquis ou détruit sept tanks fascistes. Jusque dans la presse bourgeoise (Heraldo de Madrid), les bataillons du P. O. U. M. sont glorifiés pour leur vaillance exemplaire. A côté d'eux luttent les gardes d'assaut, fraternellement unis aux paysans et aux ouvriers. Les sacrifices humains du P. O. U. M. sont énormes: nos meilleurs militants ont été anéantis par les balles de l'ennemi.

Mais parlons aussi des ravages que l'ennemi fait parmi la population civile. Des bombardements, interrompus pour quelques jours, reprennent actuellement plus vigoureusement que

jamais. A côté des bâtiments publics, des collections d'art, des points névralgiques de la ville, ce sont les quartiers ouvriers, ce sont les bâtiments publics qui sont l'objet des projectiles verticaux et paraboliques des propagateurs de la paix civile. Il faut avoir vu les cadavres des enfants déchirés, les caravanes de fugitifs—femmes, vieillards, enfants, emportant juste un matelas au poids trop lourd pour leur dos, les stations du métro transformées en fourmilières d'évacués, et pourtant toujours ouvertes au trafic, les queues interminables de ménagères, se formant à toute vitesse à la nouvelle de l'arrivée de vivres pour se dissoudre aussi vite lorsque trop souvent les provisions s'avèrent insuffisantes, il faut avoir vu devant la porte d'un hôpital, un noyau de femmes avec leurs enfants se disputer et en venir aux mains pour trois pains, il faut avoir entendu les propos des femmes qui ignorent le lieu ou les lieux d'évacuation de leurs enfants; il faut avoir vu les quartiers évacués qui respirent la mort, avoir vécu dans l'atmosphère chargée de cette ville, super-nerveuse et mourante à la fois, dont les habitants—tous les habitants masculins après que les comités de maison ont été reconnus obligatoires—font à tour de rôle le service de garde nocturne sur les toits, s'engouffrant presque chaque nuit maintenant, au signal donné, dans leurs caves pour se préserver des bombes qui, aujourd'hui explosives et incendiaires seront demain asphyxiantes comme elles le sont déjà dans divers secteurs du front de Madrid. L'obscurité complète de la ville dès le coucher du soleil, la hâte nerveuse des habitants pendant les quelques heures du jour, les regards anxieux levés vers le ciel avant de traverser la rue, la fuite instantanée dans les maisons lorsqu'un avion s'annonce.

Il faut avoir été à Madrid en ces mois de novembre, décembre 1936 pour avoir compris non pas la misère et le désespoir humains—ils sont partout où règne le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme—mais pour avoir senti une chose infiniment plus grave: la fin de la civilisation, pour avoir plus exactement perçé l'effroyable réalité, la palpable certitude de l'alternative du retour à la barbarie, à moins que le prolétariat ne se décide, dans un délai très rapproché, de donner enfin l'assaut final, désespéré, inconditionnel, mais coordonné, dirigé, aux forteresses capitalistes, impérialistes. Le socialisme est inévitable—pour que la civilisation elle-même se maintienne.

Des bombes qui ébranlent les rues et les foyers de Madrid—hélas! il n'en reste presque plus d'intact—le feu de la bataille nocturne qui allume le ciel, le crépitement des mitrailleuses qui hache le sommeil des citoyens, qui n'ont pas encore été évacués, le danger constant de la mort, le froid glacial, la fatigue qui pèse sur les miliciens, les cris des enfants terrifiés dont les rangs s'éclaircissent vite, éveillent-ils la conscience—non pas humanitaire, mais révolutionnaire des larges couches du prolétariat mondial?

Alors le sacrifice de Madrid n'aura pas été vain.

